



LES COLOCATERRE

LES COLOCATERRE

L'association LES COLOCATERRE, depuis 2009, rassemble des habitants des environs de Bécherel et du Pays de Brocéliande.

Elle veut contribuer à un développement soutenable, en favorisant les circuits courts et les productions locales.

Elle se veut constructive, positive et solidaire, informe et sensibilise les habitants, et cherche à établir un dialogue respectueux entre les acteurs du monde rural.

Contact :

Siège social : Mairie, 35360 Montauban de Bretagne

Site : www.lescolocaterre.org

Contact mail : lescolocaterre35@gmail.com

Contact téléphone : 06 07 15 31 24

CAHIER D'ACTEUR LES COLOCATERRE

Nous profitons de ce débat sur la réforme de la PAC pour donner notre conviction : en Bretagne, il est grand temps désormais de dépasser les choix qui ont été faits il y a une soixantaine d'années, et qui ont fait prendre au monde agricole un virage crucial : le choix de l'élevage hors-sol.

Nous ne revenons pas sur les raisons de ce choix, justifié à l'époque, qui a conduit à spécialiser des régions entières de notre pays, et dont on ignorait alors les conséquences néfastes qu'il aurait sur l'environnement.

TROP DE TÊTES DE BÉTAIL

Pour résumer, disons qu'il n'est plus acceptable que le nombre de têtes de bétail (bovin, porcin et avicole) soit surnuméraire par rapport à ce que la surface de la Région est capable d'une part, de produire comme nourriture pour ces animaux, et d'autre part d'absorber comme déjections de ces mêmes animaux. Le second problème issu du premier bien sûr.

Deux aspects importants sont à remettre en cause :

- L'impact négatif du fourrage importé

La nourriture du bétail breton est largement importée, notamment d'Amérique du Sud, où cette production est une cause grave de déforestation et d'atteintes chimiques à l'environnement.

- Le choix du maïs (qui ne devrait plus être encouragé par la PAC) comme base du fourrage conduit à cette situation qui oblige à supplémer les bêtes en protéines.

Le soja (OGM) ne revient pas cher mais coûte énormément en dégâts environnementaux et humains.

ENCOURAGER L'ELEVAGE A L'HERBE ET AU FOIN, LA PLANTATION DE HAIES

Une nourriture entièrement produite localement serait un bienfait à tous points de vue : nutritionnel, environnemental, économique (autonomie des agriculteurs), santé du bétail, bilan carbone positif des prairies, etc. Des prairies diversifiées et comportant des légumineuses stockent le carbone et enrichissent le sol en azote et toutes sortes de micronutriments.

Sans compter le gain en biodiversité, surtout si les parcelles sont réduites en taille et à nouveau entourées de haies et de fossés. **La PAC devrait encourager financièrement la replantation de haies et leur entretien**, au regard des innombrables bienfaits qu'elles rendent à l'agriculteur et à l'environnement, ainsi que le maintien de zones humides et de zones non exploitées dans les fermes, afin de reconstituer la biodiversité.

PRODUIRE MOINS, ÊTRE PLUS NOMBREUX, ÊTRE MIEUX PAYES

On nous répondra que pour faire cela, il faudrait réduire la production laitière, porcine, de volailles, etc. Oui, bien sûr ! Il le faut, mais cela

ne doit pas conduire à une chute du nombre d'agriculteurs, bien au contraire. Une rémunération correcte de leur production, associée à une baisse de coût des intrants, leur assurera un revenu que le système actuel ne leur permet pas d'obtenir, en tout cas pas de façon régulière. L'industrie agro-alimentaire mutera vers davantage de qualité et moins de « travail à la chaîne ». Il y aura des pertes d'emplois dans les secteurs qui vivent de la vente des intrants, mais davantage d'emplois agricoles directs, car l'agriculture biologique et paysanne est intensive en main d'œuvre. Ce qui est positif en période de chômage, et que la PAC doit rémunérer au lieu des hectares, politique qui pousse à l'agrandissement des fermes et rend celles-ci difficiles à transmettre.

Qu'on ne nous oppose pas la nécessité de nourrir l'humanité : rien que la réduction du gaspillage alimentaire y suffirait largement, la réduction de la consommation de viande aussi, et le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes au lieu de nourrir notre industrie satisfera à cet impératif..

ENGRAIS – PESTICIDES : UNE LOGIQUE INFERNALE

Le souci de faire du rendement conduit à utiliser des engrais, qu'ils soient chimiques ou constitués des déjections animales. Les semences utilisées par les agriculteurs dits « conventionnels » sont faites pour pousser avec des engrais azotés, et sont de ce fait (ainsi que de leur homogénéité génétique) plus vulnérables aux attaques de parasites, champignons, insectes, etc. que des plantes associées, bien adaptées à leur terroir et qui poussent à leur rythme dans un sol vivant et équilibré. Ces engrais sont d'ailleurs une des causes de la perte de fertilité des sols, qu'ils contribuent (avec les labours profonds) à appauvrir.

Les épandages printaniers d'engrais sont aussi une des causes importantes d'émissions de GES et de particules fines en Bretagne. Renoncer à quelques pour cents de rendement à l'hectare, au profit d'une agriculture biologique sur sol vivant avec une mécanisation légère, conduirait là encore à des gains importants pour les paysans, en terme d'autonomie économique, de santé et de qualité de vie.

Or cela ne peut se faire que si les fermes ne sont pas d'une taille excessive. Là encore, le choix d'une PAC soutenant l'emploi paysan et non les surfaces, aurait de nombreuses conséquences positives. Plus besoin de pesticides, de traitements coûteux de dénitrification de l'eau, etc.

Tous ces aspects sont parfaitement traités dans le livre de l'agronome Jacques CAPLAT, *L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité*.

MANGER BIO N'EST PAS FORCÉMENT PLUS CHER

La crise actuelle du coronavirus a mis en lumière un phénomène qui montait en puissance : l'engouement des consommateurs pour les circuits courts et souvent biologiques. Les gens ayant le temps de faire leurs courses et de cuisiner, ils se tournent naturellement vers une alimentation locale et de qualité, qu'ils acceptent de payer à son juste prix. Ils ont aussi compris qu'il n'était pas nécessaire de manger de la viande tous les jours, en équilibrant son alimentation avec des protéines végétales. Moyennant quoi, on peut manger bio, local et équitable sans y consacrer un gros budget, les ménages bretons le comprennent de plus en plus et plébiscitent les circuits courts. **La PAC devrait encourager cette logique alimentaire soutenable.**

LE LIEN PRODUCTEURS-CONSOMMATEURS EST LOIN D'ÊTRE DIRECT

En réalité, l'agriculture bretonne dans sa majorité est loin de nourrir directement les consommateurs bretons : elle sert avant tout à nourrir le bétail, qui lui-même sera bien souvent exploité en circuit long : œufs et produits laitiers pour l'industrie, viande pour la restauration hors foyer, les fast-foods, la sandwicherie, l'industrie des plats préparés, surgelés, la grande distribution et ses promotions incessantes, etc. ainsi qu'à l'exportation. Ce reproche fait au consommateur de « vouloir la qualité mais ne pas accepter de la payer » est donc largement illégitime, quand ce sont les règles de la concurrence des grands circuits alimentaires qui tirent les prix vers le bas.

La PAC pourra difficilement à elle seule réorienter tout un modèle agro-alimentaire en circuit long et concurrentiel, mais si elle subventionnait davantage les productions destinées à l'alimentation humaine plutôt qu'au bétail, cela donnerait un coup de pouce à un système alimentaire plus végétal et donc plus soutenable, au regard de son impact sur le climat, les sols, l'eau, la biodiversité et la santé.

DESPECIALISER LES REGIONS AGRICOLES POUR PLUS DE RESILIENCE

Convertir l'agriculture bretonne à une polyculture-élevage liée au sol et biologique, cela doit être possible, elle a déjà pris des virages aussi importants, et le moment est mûr pour cela. D'autres régions françaises devront aussi se déspecialiser et réintroduire l'élevage ainsi que le maraîchage, car nous devons rechercher au maximum l'autonomie alimentaire, au lieu de laisser faire les importations et les exportations sur des milliers de kilomètres, sur la seule règle des prix les plus bas !

CONCLUSION : NOUS SOMMES FATIGUES DE LUTTER SUR TOUS LES FRONTS DE L'ENVIRONNEMENT

Nous, écologistes, sommes depuis des années en train de lutter contre des phénomènes qui sont des conséquences d'un modèle agricole imposé à marche forcée à partir de la fin des années cinquante. Que ce soit pour protéger les cours d'eau des excès de nitrates ; protéger le littoral des invasions d'algues vertes ; protéger les eaux encore, ainsi que les sols et l'air, des pesticides, qui causent de graves maladies et exterminent les insectes et autres organismes vivants ; que ce soit pour alerter sur le dérèglement climatique et ses causes en Bretagne ; que ce soit contre les grosses unités de méthanisation qui, sous prétexte d'énergies renouvelables, sont surtout utilisées pour pérenniser des élevages hors-sol qui ne savaient plus quoi faire des leurs effluents ; que ce soit pour la replantation de haies et la reconnaissance des rôles essentiels de l'arbre dans l'espace rural ; que ce soit contre les labours profonds qui mettent les sols à nu, les soumettent à l'érosion et à la mort ; que ce soit contre la désertification des campagnes, la disparition des fermes, l'enlaidissement de nos paysages et le désespoir paysan... tous ces phénomènes ont une cause unique : un modèle agricole qui n'aura eu qu'un temps, mais qui aura failli nous mener à notre perte.

Et ce ne sont pas les solutions technologiques qui nous sauveront, s'il s'agit encore et toujours d'appliquer des engrais et des pesticides. L'agriculture biologique, voilà la solution !